

Initiatives ministérielles

TPS aux Canadiens qui s'opposent carrément à cette taxe oppressive.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion d'exprimer mes sentiments et ceux de mes électeurs de Cochrane—Supérieur.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Madame la Présidente, j'ai attendu un peu avant de prendre la parole lorsque le gouvernement aurait finalement le courage de présenter le projet de taxe sur les produits et services.

• (1950)

Nous avons pu mesurer plus tôt aujourd'hui le courage du gouvernement. Tous les jours, par exemple, pendant la période de questions, les députés ministériels essaient de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Ils refusent d'écouter la population. Ils refusent d'écouter leurs anciens partisans conservateurs, qui viennent de leur propre circonscription, et qui répètent sans cesse au gouvernement qu'ils ne veulent pas de cette taxe sur les produits et services, que c'est une taxe régressive qu'ils n'accepteront tout simplement pas.

Aujourd'hui, le gouvernement dit qu'il veut débattre la question. Nous l'avons entendu lorsque nos collègues du NDP utilisaient des tactiques stupides de procédure parce qu'ils ne voulaient pas de débat et que le gouvernement répétait qu'il en voulait un.

Alors, nous arrivons à la Chambre des communes et, dès que nous disons que nous sommes prêts pour le débat, le gouvernement dit: «Un instant, nous voulons un débat limité. Nous ne voulons pas un débat réel sur ce projet de loi. Nous voulons museler le Parlement, car nous savons ce que dit le public, mais c'en sera peut-être un peu trop pour nos pauvres députés de l'arrière-ban qui, chaque fois qu'ils retournent dans leur circonscription, sont pris à partie par des électeurs qui frappent à leur porte en leur disant: «Vous feriez mieux de chercher un autre emploi, parce que vous nous avez encore trompés.»

Si le débat durait quelques heures de plus, le gouvernement se rendrait peut-être compte que ce n'est pas uniquement un ou deux députés de l'arrière-ban qui trouveraient finalement le courage de répéter ce que leurs électeurs disent: qu'ils s'opposent à cette taxe sur les produits et services. Mais le gouvernement ne veut rien entendre. Il veut limiter les dégâts.

Le gouvernement veut limiter le débat sur une mesure fiscale que 80 p. 100 des Canadiens ont pourtant rejetée en déclarant qu'en cette matière ils n'étaient pas dupes, en dépit de toute cette propagande trompeuse qui engouffre des millions de dollars.

Pour mieux comprendre la colère du Canadien moyen que provoque cette tentative du gouvernement, il nous faut remonter un peu dans le temps. Quiconque a encore de la mémoire—c'est la seule chose que le gouvernement n'a pas essayé de taxer—se souviendra que l'an dernier, durant la campagne électorale, le président du Comité des finances a laissé échapper l'information selon laquelle la taxe sur les produits et services allait rapporter beaucoup d'argent, soit plus de 10 milliards de dollars de recettes supplémentaires. Tous les ministres conservateurs en tournée dans le pays ont tôt fait alors de se désolidariser de leur collègue, le député de Mississauga-Sud, à ce propos.

Durant la campagne, cette question est revenue sur le tapis. Chaque fois que le Nouveau Parti démocratique ou le Parti libéral a proposé un plan financier ou un plan de dépense, le gouvernement a répliqué en disant: «C'est faux. Ils n'ont pas l'argent qu'il faut.» Mais ils considéraient leurs propositions, entre autres, sur les garderies et le développement régional, non comme des promesses, mais comme des dépenses déjà prévues dans leur budget.

Je me souviens d'avoir entendu le ministre des Finances déclarer, sans sourciller, devant les caméras de télévision: «Nous ne faisons pas de promesses. Nous parlons de dépenses qui sont déjà prévues dans notre budget.» Bien sûr, le programme des garderies a été supprimé, mais le gouvernement n'en a pas moins continué de dire que ses projets de dépenses, qui se chiffraient par milliards de dollars, ne dépassaient pas les capacités financières du pays, qu'il avait le déficit bien en main et que les Canadiens n'avaient pas à s'inquiéter. Le gouvernement conservateur avait la solution: «Élisez-nous. Vous ne le regretterez pas. Un brillant avenir vous attend.»

Les libéraux ont parcouru le pays en disant: «Nous ne vous croyons pas.» Ils prétendaient connaître les objectifs véritables des conservateurs. Leurs véritables objectifs étaient de garder le pouvoir afin de faire main basse sur le porte-feuille des contribuables, de faire disparaître en même temps tous ces éléments essentiels de l'infrastructure.